



# CJPMO se félicite du vote de la commission sur l'étude des exportations d'armes vers Israël

Par [CJPMO](#)

Mondialisation.ca, 13 février 2024

Communiqué du CJPMO

Région : [Le Canada](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Montréal, le 13 février 2024 — Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO) applaudit la décision du Comité des affaires étrangères du Parlement d'étudier les permis d'exportation d'armes du Canada vers Israël. Hier, le comité a adopté à l'unanimité une motion présentée par la députée Heather McPherson visant à rendre publics les documents sur les exportations militaires du Canada vers Israël, depuis 2006. CJPMO se réjouit de cette décision qui constitue un premier pas important vers la transparence et la responsabilité publiques, car elle permettra pour la première fois de surveiller le commerce des armes entre le Canada et Israël. CJPMO demande en outre que tous les documents contraints soient également mis à la disposition du public.

« Nous sommes ravis de voir que le commerce militaire du Canada avec Israël sera examiné par le Parlement pour la première fois, ce qui permettra de mieux évaluer le risque que ces exportations soient utilisées pour violer le droit international », a déclaré Michael Bueckert, vice-président de CJPMO. « Il s'agit d'une victoire massive pour le mouvement pour la justice en Palestine, qui a fait pression pour une plus grande transparence sur les exportations. En fin de compte, nous pensons que le Canada devrait suspendre tout commerce militaire avec Israël au moins jusqu'à ce que la Cour internationale de justice se prononce sur l'affaire de génocide portée par l'Afrique du Sud et qu'Israël mette fin à son occupation du territoire palestinien. Le Canada doit suivre l'exemple de l'Italie et de l'Espagne en imposant un embargo sur les armes afin de s'assurer que nos pièces d'armes, nos composants et nos munitions ne sont pas utilisés par Israël pour massacrer davantage les Palestiniens », a ajouté M. Bueckert.

Depuis des années, CJPMO [plaide en faveur](#) d'une étude parlementaire visant à déterminer si les exportations d'armes canadiennes passées et présentes ont été utilisées contre des civils dans le Territoire palestinien occupé (TPO) ou lors de frappes aériennes sur Gaza. CJPMO a [intensifié](#) ses efforts depuis la récente guerre contre Gaza en octobre dernier, rejointe par les appels croissants de [la société civile](#) et des [partis politiques](#) en faveur d'un embargo sur les armes à destination d'Israël.

Le Canada a [approuvé](#) un montant choquant de 28,5 millions de dollars d'exportations militaires vers Israël entre octobre et décembre 2023, dépassant ou égalant le total annuel des années les [plus élevées jamais enregistrées](#) (27,8 millions de dollars en 2021 et 28,7 millions de dollars en 1987) en moins de trois mois. L'exportation de biens dans des catégories liées aux avions militaires, aux explosifs et aux véhicules terrestres, soulève la possibilité significative que la technologie ou les composants canadiens sont probablement directement impliqués dans les frappes aériennes israéliennes et d'autres attaques indiscriminées sur les civils et les infrastructures à Gaza. CJPMO a [critiqué](#) le gouvernement

canadien pour avoir fait des déclarations trompeuses afin d'obscurcir ces exportations, y compris l'affirmation de la ministre des Affaires étrangères Mélanie Joly selon laquelle « aucune arme n'a été envoyée sous ma surveillance » et que le Canada n'exporte que des biens « non létaux ».

« La ministre des Affaires étrangères a trompé le Parlement et a induit le public en erreur parce qu'elle a peur de la vérité », a déclaré M. Bueckert. « Ce gouvernement a essayé de cacher le fait qu'il a permis à des multinationales basées au Canada de bénéficier d'actes de génocide contre les Palestiniens de Gaza. Cette étude montrera que Mme Joly a menti pour faire passer les profits des entreprises avant les droits de la personne ».

La motion adoptée par la commission des affaires étrangères ordonne notamment à Global Affairs Canada de :

« produire tous les documents, notes d'information, mémorandums et courriels au sein du ministère, y compris le cabinet du ministre des Affaires étrangères, et entre le ministère et le ministère de la Défense nationale, la Corporation commerciale canadienne, le Bureau du Conseil privé et le Cabinet du Premier ministre, liés à l'octroi de licences d'exportation ou de courtage de biens et de technologies militaires à Israël entre 2006 et 2024, dans les 30 jours suivant l'adoption de la présente motion [...] ».

###

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec :

Michael Bueckert, VP CJPMO

Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient

Téléphone: 613-315-7947

[Courriel CJPMO](#) - [Site Web CJPMO](#)

La source originale de cet article est Communiqué du CJPMO

Copyright © [CJPMO](#), Communiqué du CJPMO, 2024

Articles Par : [CJPMO](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)